



**Montpellier, le 23 avril 2024**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2024-04-DRCL-0167**

**modifiant les arrêtés préfectoraux N° 2004-1-332 du 16 février 2004 et N° 2005-1-1111 du 16 mai 2005, prescrivant à la société Orano Mining (ex COGEMA) la surveillance du site du Bosc et de son environnement et réglementant l'exploitation de son établissement ICPE du Bosc sur le territoire des communes de Le Bosc et de Soumont**

**Le préfet de l'Hérault**

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 2004-1-332 du 16 février 2004 relatif à l'arrêt définitif des travaux miniers et à l'utilisation d'installations classées délivré à la société COGEMA ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 relatif à l'arrêt définitif de travaux miniers et d'utilisation d'installations minières délivré à la société COGEMA ;
- VU** l'arrêté préfectoral N° 2018-I-739 du 25 juin 2018 actualisant la liste des installations concernées par une rubrique ICPE et fixant le montant des garanties financières relatives aux articles R. 516-1 et R. 516-2 du code de l'environnement ;
- VU** la demande de modification de la surveillance environnementale déposée par la société Orano Mining par courrier en date du 5 novembre 2019 et le dossier joint à la demande ;
- VU** le courrier du 18 décembre 2023 adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral ;
- VU** les observations émises par l'exploitant par courrier du 31 janvier 2024 et par courriel du 4 mars 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé UD34/H4/2024-077 en date du 26 mars 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de modification de la surveillance environnementale ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 ou une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19 ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du même code ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Hérault ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1. Identification**

La société Orano Mining dont le siège social est situé 125, avenue de Paris – 92320 Chatillon, qui est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de Soumont et du Bosc une installation de stockage de substances radioactives et une station de traitement des eaux résiduaires est tenue de respecter, dans le cadre des modifications portées à la connaissance de l'inspection des installations classées, les dispositions des articles suivants.

La nature et les caractéristiques de ces installations sont définies à l'article 1.1.2. de l'arrêté préfectoral N° 2018-I-739 du 25 juin 2018 susvisé.

### **Article 2. Valeurs limites et surveillance des eaux résiduaires**

Les dispositions prévues à l'article 3.2. de l'arrêté préfectoral N° 2004-1-332 du 16 février 2004 susvisé ainsi qu'aux articles 2.1. et 2.2. de l'arrêté préfectoral N° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes.

Sans préjudice des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé :

- le rejet d'eaux résiduaires après traitement (au niveau du point « REJLER ») respecte les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau ci-dessous ;
- une mesure est réalisée pour les polluants énumérés dans le tableau ci-dessous et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 168 heures et asservi au temps ;
- l'exploitant fait procéder au moins une fois par an à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures prévues dans le tableau ci-dessous. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Eaux résiduelles du site					
Point de prélèvement	Localisation	Paramètre (code SANDRE)	Valeur limite	Type de mesure	Fréquence d'analyse
Point de rejet REJLER	Rejet traité du site dans le ruisseau de Mas d'Alary puis dans la Lergue	Débit horaire (1946)	210 m <sup>3</sup> /h	En continu	En continu
		Température (1301)	30 °C	En continu	En continu
		pH (1302)	Entre 5,5 et 8,5 ou 9,5 si neutralisation alcaline	En continu	En continu
		Uranium dissous et particulaire* (1361)	1,8 mg/l	Prélèvement 168 h	Hebdomadaire
		Radium 226 dissous et particulaire* (1964)	0,74 Bq/l	Prélèvement 168 h	Hebdomadaire
		Sulfates (1338)	2 000 mg/l	Prélèvement 168 h	Hebdomadaire
		Matières en suspension (1305)	30 mg/l	Prélèvement 168 h	Hebdomadaire
		Arsenic (1369)	25 µg/l	Prélèvement 168 h	Trimestrielle

\* la fraction dissoute est obtenue après filtration à 0,45 µm

### Article 3. Surveillance des eaux superficielles

Les dispositions prévues à l'article 4.1. de l'arrêté préfectoral N° 2004-1-332 du 16 février 2004 susvisé et à l'article 3.1. de l'arrêté préfectoral N° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes.

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité des eaux du réseau hydrographique aux points suivants repérés initialement sur le plan référencé « annexe 2-14-DI » du dossier de déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers déposé par la COGEMA le 24 avril 2001 et dont la localisation est annexée au présent arrêté :

- rivière La Lergue, en amont et en aval du point de rejet REJLER au niveau des points de prélèvement « FONTAINE » et « PETOUT » ;
- ruisseau du Mas d'Alary, en aval immédiat de la confluence des ruisseaux du Mas d'Alary et de Tréviels. Ces ruisseaux drainent l'ensemble de la zone minière et la couverture du stockage des résidus de traitement ;
- ruisseau du Riviéral, en aval immédiat de la confluence des ruisseaux du Doumergous et du Bourgnous. Ces ruisseaux drainent l'ensemble de la zone industrielle et la couverture du stockage des produits de démantèlement des installations.

Eaux superficielles				
Point de prélèvement	Localisation	Paramètre (code SANDRE)	Type de mesure	Fréquence d'analyse
Point LERGF	Rivière La Lergue amont – FONTAINE	pH (1302) Sulfates (1338) Arsenic (1369) Uranium dissous* (1361)	Prélèvement ponctuel hebdomadaire	Mensuelle (avec prélèvement hebdomadaire, quartage et analyse mensuelle sous réserve que la durée de conservation des échantillons n'altère pas le résultat de la mesure)
Point LERGP	Rivière La Lergue aval – PETOUT	Radium 226 dissous* (1964)		
Point RMA	Ruisseau du Mas d'Alary – récepteur eaux pluviales du site	pH (1302) Sulfates (1338) Uranium dissous* (1361) Radium 226 dissous* (1964)	Prélèvement ponctuel hebdomadaire	Mensuelle (avec prélèvement hebdomadaire, quartage et analyse mensuelle sous réserve que la durée de conservation des échantillons n'altère pas le résultat de la mesure)
Point RVA	Ruisseau du Riviéral – récepteur eaux pluviales du site			

\* la fraction dissoute est obtenue après filtration à 0,45 µm

#### Article 4. Surveillance des eaux souterraines

Les dispositions prévues à l'article 4.3. de l'arrêté préfectoral N° 2004-1-332 du 16 février 2004 susvisé et à l'article 3.3. de l'arrêté préfectoral N° 2005-1-1111 du 16 mai 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes.

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité des eaux souterraines définie dans le tableau ci-dessous. Cette surveillance est réalisée à partir des piézomètres suivants, repérés initialement sur le plan référencé « annexe 1-14-DI » du dossier de déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers déposé par la COGEMA le 24 avril 2001 et dont la localisation est annexée au présent arrêté.

Eaux souterraines en lien avec l'activité ICPE ou l'ancienne activité minière				
Point de prélèvement	Type d'ouvrage	Mesures et analyses	Type de surveillance	Fréquence d'analyse
P 37	Puits de pompage des eaux d'exhaure minière	Niveau, pH, température, Uranium dissous* et Radium 226 dissous*, Sulfates	Prélèvement ponctuel	Semestrielle
PZ FS (Failles Sud)	Piézomètre traversant la couverture du stockage de résidus Failles Sud	Niveau	Prélèvement ponctuel	
Suivi de la nappe de l'Atunien				
Point de prélèvement	Type d'ouvrage	Mesures et analyses	Type de surveillance	Fréquence d'analyse
LOD PZA	Piézomètre amont	Niveau, pH, température,	Prélèvement ponctuel	Semestrielle

PZ 2	Au Sud de la faille de Saint-Julien – en bordure Sud des travaux miniers	Uranium dissous* et Radium 226 dissous*, Sulfates		
PZ 4	Au Sud de la faille de Saint-Julien – en bordure Sud-Ouest des travaux miniers			
PZ 6	Au Nord de la faille de Saint-Julien – dans le compartiment d'eaux marquées			
PZ 7	Au Nord de la faille de Saint-Julien			
PZ 8	À l'Ouest des travaux miniers			

#### Suivi de la nappe du Cambrien (sous-jacente à la nappe de l'Autunien)

Point de prélèvement	Localisation	Mesures et analyses	Type de surveillance	Fréquence d'analyse
LOD LRA	Piézomètre amont	Niveau, pH, température, Uranium dissous* et Radium 226 dissous*, Sulfates	Prélèvement ponctuel	Semestrielle
PZ 1	Au Sud de la faille de Saint-Julien			
PZ 3	Au Sud de la faille de Saint-Julien – en position centrale par rapport à la mine du Mas Lavayre			
HYDRO 34	À l'Ouest des travaux miniers			

\* la fraction dissoute est obtenue après filtration à 0,45 µm

#### Article 5. Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Soumont et du Bosc et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Soumont et du Bosc pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et adressé à la préfecture de l'Hérault ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 6. Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, les maires de Soumont et du Bosc, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Orano Mining.

Pour le Préfet, par délégation,  
le secrétaire général  
  
Frédéric POISOT

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour d'affichage de la décision en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

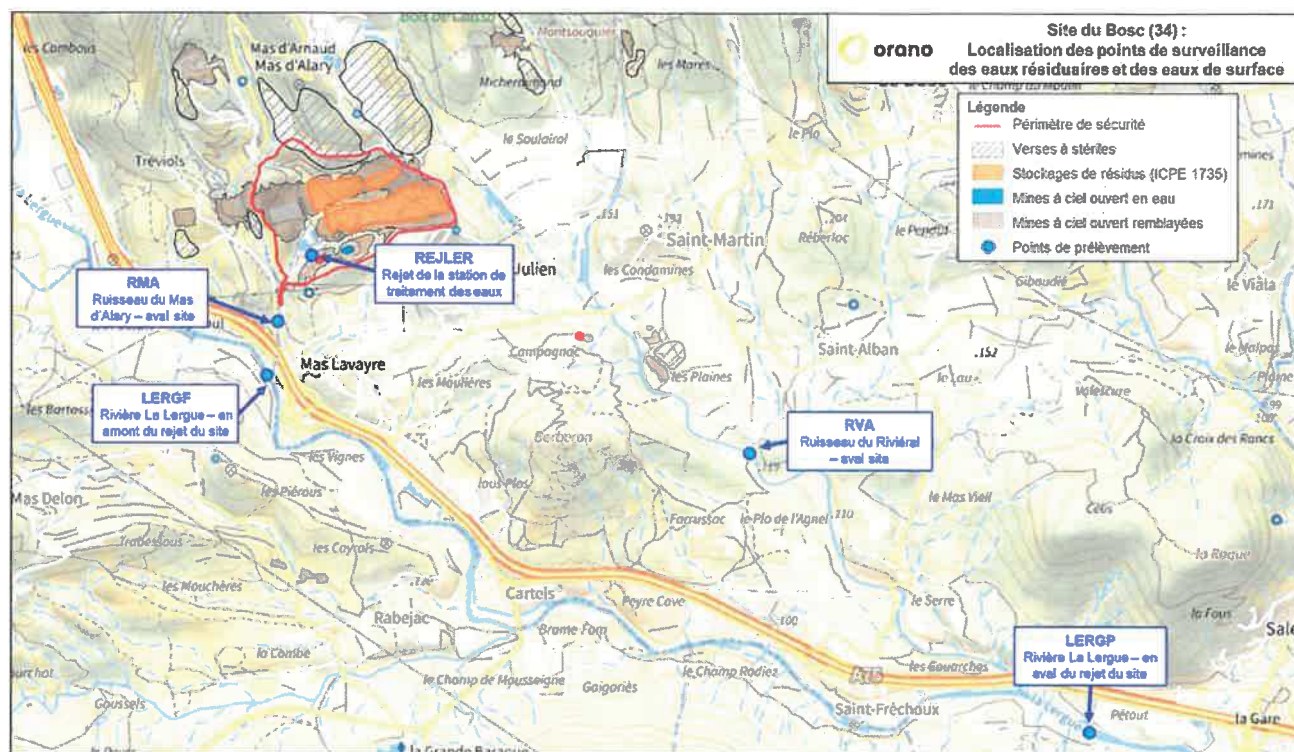
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



## ANNEXE

### LOCALISATION DES POINTS DE SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES ET EAUX SUPERFICIELLES



### LOCALISATION DES POINTS DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

